

dfi analyse

**Après le vote du Bundestag :
Vers une politisation de la poli-
tique européenne ? - page 1**

dfi information

**Séminaire pour jeunes journa-
listes allemands à Paris : Entre
le faste de la République et le
béton des banlieues - regard
sur la réalité politique et sociale
de la France - page 4**

**56^{ème} conférence annuelle des
Associations Franco-Alleman-
des - page 5**

**Concours d'idées
« On y va - auf geht's ! » -
séminaire d'ouverture
- page 5**

dfi service

**Alfred Grosser : bilan d'une vie
- page 6**

**Brève de lecture : Hélène Miard-
Delacroix : Histoire franco-alle-
mande - page 6**

**Colloque pour élus et
responsables - page 7**

**Cycle de conférences : Redécou-
vrir la cité : comment vivre
ensemble ? - page 7**

**Dérégulation dans le service
public et relations sociales
- page 7**

Après le vote du Bundestag :

Vers une politisation de la politique européenne ?



La chancelière Angela Merkel au Bundestag lors du vote sur le FESF (Source : dpa Picture-Alliance)

dfi analyse

C'est avec une très nette majorité (523 contre 85) que le Bundestag a ratifié le 29 septembre les décisions du gouvernement concernant le fonds européen de stabilisation financière (FESF). Contrairement aux inquiétudes exprimées, la majorité gouvernementale qui pouvait s'appuyer sur sa propre majorité fut également soutenue par les deux grands partis de l'opposition - les socialistes (SPD) et les Verts. Seuls les membres du parti die Linke votèrent contre. Beaucoup d'allemands europhiles mais aussi de nombreux voisins ont exprimé leur soulagement devant le « bon choix de Berlin » (Une du Monde, 1.10.2011).

Certaines interrogations demeurent cependant ouvertes : faut-il voir dans ce large consensus sur une loi européenne un retour au vieux « consensus permissif » en matière de politique européenne ? Ce signe fort du parlement allemand en faveur de l'Europe suffit-il à faire oublier les sursauts sensiblement eurosceptiques, parfois chauvins et réactionnaires que l'on retrouve en tous lieux dans des discussions et débats ?

Nous soutenons l'idée que nous nous trouvons actuellement au beau milieu d'une phase de « politisation » de la politique européenne allant de pair avec la « constitutionnalisation » de l'UE. Un débat public, même polémique, est indispensable si l'on veut réussir une appropriation démocratique du projet européen. Pour autant, ce développement comporte aussi des risques : il ne semble pas exclu que les courants nationalistes prennent une telle importance que le débat ne portera plus sur le contenu des politiques européennes - en gros entre plus de responsabilité propre ou plus de redistribution - mais sur l'oeuvre d'unification elle-même.

Sur le plan de la politique européenne, on peut constater un certain rattrapage de l'opinion publique allemande depuis le début de la crise financière et des dettes souveraines. Tandis que les débats eurosceptiques en Allemagne se bornaient jusque là aux plaintes et aux décisions devant le Tribunal constitutionnel fédéral, d'autres pays - et la France en particulier - ont depuis longtemps déjà lancé un débat politique

Lire la suite à la page 2

Suite de la page 2

et public sur les choix politiques fondamentaux de l'UE. Ces différences mettent à jour les spécificités des deux cultures politiques nationales. En Allemagne, la puissante cour constitutionnelle fédérale mise en place après la guerre vise à empêcher tout « excès du parlementarisme » comme ce put être le cas avec la loi des pleins pouvoirs de 1933. L'importance qu'occupe désormais la bonne observation des décisions et des règles adoptées par l'ensemble des acteurs rend particulièrement sensible la question de leur respect, en particulier en matière économique, de solidarité et de redistribution.

En France au contraire, on a cherché à endiguer les « excès du parlementarisme » (comme par exemple le vote des pleins pouvoirs au Maréchal Pétain en juillet 1940) à travers le système présidentiel fort accompagné d'éléments plébiscitaires de la Ve République. Ce système illustre la conception française selon laquelle aucun tribunal ni aucune loi ne peut durablement faire barrage à la nation souveraine et à la volonté du peuple. Cela conduisit à la tenue de discussions politiques passionnées (déjà à l'occasion du rejet de la communauté européenne de défense en 1954) débattant des éléments constitutifs d'un régime démocratique (souveraineté nationale et démocratique avant tout) et de la possibilité de leur transfert au niveau européen.

L'intégration européenne se trouve donc dans l'hexagone depuis beaucoup plus longtemps au cœur de fortes polémiques : on peut penser au tournant de 1983 en faveur d'une politique de ri-



Protestations en Grèce (Source : flickr)

gueur et de stabilité sur le modèle allemand suscitée par les contraintes du système monétaire européen, aux controverses sur le Traité de Maastricht de 1992 ou encore au rejet du projet de constitution européenne en 2005. Dans chacun de ces exemples, les projets européens furent l'objet de discussions acerbes au niveau de la politique intérieure. En Allemagne au contraire, le traité sur la Constitution fut ratifié

par une large majorité tous partis confondus sans véritable discussion. Europhilie allemande vs. euroscepticisme français ? La réalité est bien plus complexe. Du fait que la politique européenne interfère de plus en plus directement dans la politique intérieure, économique et sociale des pays membres, il n'est pas seulement légitime mais tout simple-

Lire la suite à la page 3



Le Conseil européen (Source : flickr)

Suite de la page 2

ment nécessaire que les décisions européennes fassent également l'objet de débats démocratiques afin de discuter des différentes approches possibles. La question se pose plutôt en ces termes : comment sera-t-il possible de faire des choix majoritaires sur des politiques controversées sans pour autant remettre en question l'UE en tant que telle ? Dans cette perspective, l'absence de débats politiques controversés sur l'Europe en Allemagne fut plutôt trompeuse et préoccupante.

Changement de décor depuis le début de la crise de la zone l'euro : tandis que les différentes réactions et initiatives du gouvernement français obtenaient un large soutien des électeurs – qu'il s'agisse de l'aide à la Grèce, d'un plan européen de sauvetage financier ou de la mise en place d'un gouvernement économique européen –, une série de controverses politiques s'est au contraire déclenchée en Allemagne, soulevant des résistances contre les mesures réclamées en Europe, attisées notamment par les hésitations et tergiversations récurrentes du gouvernement fédéral au cours de ces deux dernières années. Tandis qu'en France l'extension du champ d'intervention du FESF, décidée par les dirigeants de la zone euro au cours de l'été, fut facilement ratifiée par le Parlement, un noyau de résistance politique s'est formé au sein de la coalition outre-rhin. Bien qu'il ne compta parmi ses rangs qu'un petit nombre de parlementaires, il provoqua un retentissement public considérable. Le vote finalement sans équivoque du Bundestag en faveur de la stabilisation de la zone euro ne peut masquer le fait que les controverses sont loin d'être terminées.

Il serait cependant trop facile d'étiqueter les vives discussions de politique intérieure et la politique plutôt hésitante du gouvernement fédéral



Référendum en France (Source : flickr)

d'« eurosceptique », comme ce fut le cas à plusieurs reprises dans le pays et à l'étranger (en France notamment).

On peut au contraire soutenir que les députés critiquant la voie engagée pour sauver l'union monétaire ont rendu un service à la démocratie et à la cause européenne. Les taxer d'eurosceptiques arriérés est un peu court. Ils ont donné une expression politique aux doutes qui traversent la population allemande. Celle-ci, tout en restant attachée à l'Europe, se sent déboussolée dans cette crise financière, et craint que tout l'argent engagé ne serve à rien, faute d'une maîtrise des problèmes et en absence de perspectives claires expliquant le sens de l'effort consenti. Anti-européens, ces doutes ? Après tout, il s'agit en premier lieu de l'argent du contribuable, ainsi que de meilleurs moyens pour garantir la stabilité financière de l'Europe ! Au vu des montagnes de dettes publiques accumulées partout et de la défaillance des instruments politiques dans la gestion de la crise financière et bancaire de 2008, les doutes exprimés envers les promesses incessantes de la politique apparaissent tout à fait compréhensibles. Disons que ces doutes populaires ont pu se développer dans le vide créé par un sérieux

manque de leadership et d'explication de la part du gouvernement.

La controverse en amont du vote du Bundestag a eu le mérite de forcer le gouvernement à mieux expliquer son projet. Elle a mobilisé tous ceux qui pensent, à juste titre, que l'Allemagne profite de l'Europe et qu'il est dans son intérêt propre de contribuer à la rendre plus robuste. Voici enfin un débat engagé sur l'Europe, ses avantages et les efforts qu'elle impose, la solidarité et ses contreparties. Ce débat participe à l'unification démocratique du projet politique européen, condition préalable pour la constitutionnalisation de l'Union européenne.

Ce débat avait fait défaut tout au long des derniers mois, alors que l'Allemagne a consenti à d'immenses engagements financiers et révisé en partie sa doctrine traditionnelle de l'Union monétaire. Il s'agit maintenant de mettre en perspective l'ensemble des enjeux européens au-delà des actions de sauvetage de la Grèce : la nécessité d'une prévention des crises plus efficace (en lieu et place du désuet pacte de stabilité et de croissance), d'une régulation d'ensemble poussant à la vertu budgétaire, de mécanismes communautaires renforcés en matière de politique budgétaire, d'une stratégie de développement économique commune. Enfin, se pose le problème de la légitimité démocratique des décisions européennes. Tous les députés du Bundestag ont revendiqué haut et fort leur droit de regard parlementaire, réconfortés par le jugement récent de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe qui a considéré inaliénable le droit de lever l'impôt, en tant que « prérogative régaliennne » du parlement (la lutte pour obtenir ce droit a rendu le développement de la démocratie parlementaire au 19ème siècle possible dans de nombreux cas).

La seule méthode intergouvernementale, les sommets à huis clos des chefs d'Etat et de gouvernement, ne sauraient répondre à cette exigence. C'est pourquoi la question qui se pose désormais de façon urgente est de savoir comment le contrôle et la participation démocratiques peuvent se réaliser au-delà des parlements nationaux, au niveau européen. Voilà un débat utile et nécessaire, bien au-delà de l'Allemagne, que tous les élus allemands ayant pris part au vote du Bundestag le 29 septembre ont eu le mérite de lancer.

Henrik Uterwedde [✉uterwedde@dfi.de](mailto:uterwedde@dfi.de)

Stefan Seidendorf [✉seidendorf@dfi.de](mailto:seidendorf@dfi.de)



Le vote au Bundestag
(Source : Deutscher Bundestag)

Séminaire pour jeunes journalistes allemands à Paris

Entre le faste de la République et le béton des banlieues : Regard sur la réalité politique et sociale de la France

La cinquième édition du séminaire pour jeunes journalistes allemands à Paris, financé par la fondation Robert Bosch, s'est déroulée du 18 au 25 septembre 2011. Cette année encore, un programme rempli de rendez-vous avec des personnalités prestigieuses attendait les participants sélectionnés. Entre une rencontre avec Jean-Louis Debré, président du Conseil Constitutionnel et une excursion en banlieue, en passant par une visite au Conseil Général de l'Essonne, les multiples facettes de la politique française ont été clairement présentées. A côté des questions de fond – pourquoi le Conseil Constitutionnel français joue, par exemple, un rôle complètement autre que son équivalent allemand ? – les jeunes journalistes allemands ont été fascinés par les différentes ambiances – entre accueil formel et franche camaraderie – dans lesquelles ils ont été reçus.

Le séminaire a en outre donné l'occasion aux participants d'approcher au plus près le monde médiatique français. Les temps forts furent la participation à la conférence de rédaction du journal de 20h de TF1 et à la rédaction politique



Au coeur de l'histoire : le groupe des journalistes dans le jardin du Palais royal (Source : dfi)

du journal Le Monde. Comme le premier ministre François Fillon avait la veille souhaité harmoniser les systèmes de retraites français et allemand, nous avons assisté, au journal Le Monde, à une discussion controversée sur le rôle que joue de nos jours le « modèle allemand » (qu'il soit pris comme référence négative ou positive) dans les débats politiques français.

Les grandes questions portant sur un modèle économique et social d'avenir pour l'Europe ont été abordées lors d'une rencontre avec François Chérèque. Le secrétaire Général de la CFDT, très au fait des questions européennes et de la situation en Allemagne, a montré comment les syndicats français sont aussi depuis longtemps présents dans la réalité européenne.

Enfin, la difficulté à façonner et à transmettre cette réalité dans le quotidien politique et social a été expliquée au groupe par le chef de cabinet du ministre des affaires étrangères et européennes et son adjoint allemand ainsi qu'au Goethe Institut et à l'ambassade d'Allemagne. Lors d'une visite à Saint-Louis Sucre, filiale du groupe allemand Südzucker, le directeur, M. Stephan Meeder, a toutefois clairement montré comment les différences culturelles peuvent être utilement mises à contribution sans imposer un nivellement ou une homogénéisation de ces différences qui rendent l'Europe si particulière.

L'accompagnement du groupe par des personnalités scientifiques comme des professeurs d'université ou les deux collaborateurs du dfi, Dominik Grillmayer (politique sociale) et Stefan Seidendorf (politique européenne), a permis



Devant le Conseil constitutionnel (Source : Julian Kanth)

d'aider les participants à trier et digérer ces multiples impressions. En dehors des réunions, les collaborateurs du dfi se sont tenus à disposition pour répondre aux questions lors d'un pique-nique sur le Champs de Mars, d'une sortie au théâtre et d'une promenade dans le quartier multiculturel de La Goutte d'Or. A l'issue de cette semaine à Paris, tous les participants ont commencé un stage – obtenu par l'intermédiaire du dfi – dans différentes rédactions : journal, télévision, radio. Leurs impressions seront publiées à l'automne dans un supplément spécial des Dernières Nouvelles d'Alsace (DNA).

Stefan Seidendorf seidendorf@dfi.de



Jean-Louis Debré, Président du Conseil constitutionnel, recevant les participants au séminaire pour jeunes journalistes dans son bureau – la chambre de Louis XIV. (Source : Julian Kanth)

56^{ème} conférence annuelle des Associations Franco-Allemandes

La Fédération des Associations Franco-Allemandes pour l'Europe (FAFA) et son pendant allemand, la Verband der deutsch-französischen Gesellschaften für Europa (VDFG), ont tenu leur 56^{ème} conférence annuelle à Kiel.

Le nombre de personnalités politiques présentes au lancement et à la clôture de la conférence était impressionnant : la ville de Kiel, le land du Schleswig-Holstein et la France étaient représentés au plus haut niveau. Mais encore plus important furent les thèmes traités.

A la tribune et lors des groupes de travail ont en effet été abordé le maillage des Associations Franco-Allemandes (AFA) avec les acteurs économiques, les médias de communication, et la place des AFA au sein de l'immense réseau de la coopération franco-allemande. La forte participation ainsi que le niveau élevé des discussions montre que la forme éprouvée de l'engagement personnel et bénévole n'est en rien dépassée. Au contraire, sans les solides réseaux existant au sein de la société, la coopération franco-allemande courrait le risque de devenir dépendante de la conjoncture politique. Il est rassurant de savoir que les associations franco-allemandes sont professionnalisées et qu'elles joueront leur rôle avec beaucoup d'énergie et d'inventivité également à l'avenir.

Frank Baasner baasner@dfi.de



De g. à d. : Gérard Thieser, Président de la FAFA ; Dr. Margarete Mehdorn, Vice-présidente de la VDFG ; Peter Harry Carstensen, Ministre-président du Schleswig-Holstein ; Prof. Dr. Frank Baasner, Directeur du dfi (Source : VDFG, Kiel)



De g. à d. : Son excellence Maurice Gourdault-Montagne, Ambassadeur de France ; Gereon Fritz, Président de la VDFG ; Peter Harry Carstensen, Ministre-président du Schleswig-Holstein (Source : VDFG, Kiel)

Concours d'idées « On y va – auf geht's ! » – séminaire d'ouverture



Concours d'idées franco-allemand (Source : Robert Bosch Stiftung)

« On y va – auf geht's ! », ce sont 15 projets passionnants qui rassemblent des citoyens de France et d'Allemagne autour de thématiques variées.

Du 6 au 8 octobre 2011, des représentants des projets subventionnés par la Fondation Robert Bosch ont participé au séminaire d'ouverture à

Ludwigsburg afin de faire connaissance et recevoir quelques outils pour mener à bien leurs idées. Plus d'informations sur le concours à l'adresse suivante :

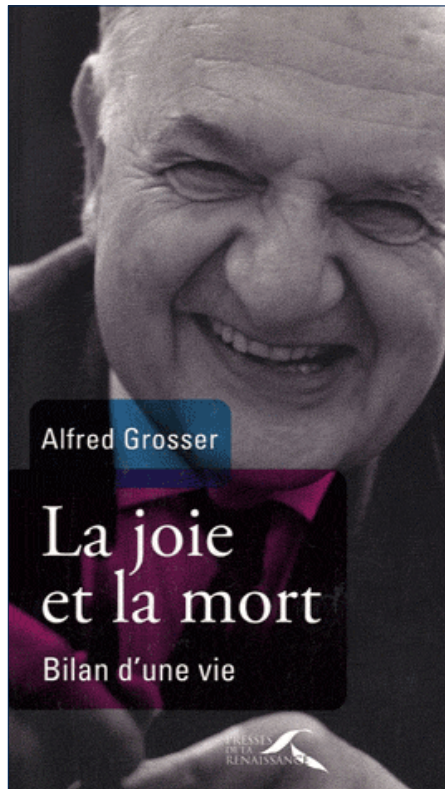
► <http://www.bosch-stiftung.de/ideenwettbewerb/>.

Bénédicte Weste / Karsten Kasper ► ideenwettbewerb@dfi.de

Alfred Grosser : bilan d'une vie

Alfred Grosser, qui a toujours soutenu et accompagné les activités du dfi, a écrit un livre très personnel. Il rend compte d'une vie marquée par un engagement inlassable, qui s'est fixé l'objectif d'éclairer le public, et de l'influencer « par le savoir et la chaleur ». Son livre permet de comprendre les fondements de sa pensée et de son action, en détaillant les valeurs qui sous-tendent son engagement politique.

Le lecteur apprend également sur la vie d'Alfred Grosser, notamment sur les événements clés qui ont influencé son action future, ainsi que sur les personnes qui lui importent, comme sa mère et sa femme, auxquelles il consacre un hommage émouvant. Quand on a connu Alfred Grosser – l'auteur, le professeur universitaire, l'orateur, le débatteur – on retrouve mainte idée familière, ainsi que les grands thèmes qui ont dominé sa pensée et son action : Le dialogue intensif de l'athée déclaré avec le christianisme, le fondement moral et les valeurs de la politique, les questions



Alfred Grosser, *La Joie et la Mort. Bilan d'une vie*. Paris, Presses de la Renaissance, 2011, 333 pages, 21 €
(Source : Presses de la Renaissance)

fondamentales de la démocratie, la comparaison franco-allemande effectuée avec un regard à la fois sympathique et critique et le rôle des deux pays dans l'Europe qu'il appelle de ses vœux.

Tout cela nous est livré dans un style vivant, où l'on sent l'orateur qui sait fasciner son public, en accumulant anecdotes, citations, témoignages et rencontres personnelles. Bref : Il se livre à nous tel que nous le connaissons, en tant que « pédagogue moral » (la formule est de lui), dont la vie et l'action incitent admiration et respect.

Henrik Uterwedde • uterwedde@dfi.de

Brève de lecture : Hélène Miard-Delacroix : Histoire franco-allemande

Le dernier des onze volumes édités par l'Institut Historique Allemand à Paris sur l'histoire franco-allemande est désormais disponible. L'auteur Hélène Miard-Delacroix, Professeur de civilisation et d'histoire allemandes à l'université Paris-Sorbonne (Paris 4), a intégré dans sa vue d'ensemble des développements politiques et sociaux une quantité impressionnante de littérature aussi bien classique que plus récente sur ce thème. Bien que le matériel disponible soit déjà très abondant, elle n'a pas négligé le travail personnel de sources à partir d'archives françaises et allemandes. L'auteur a ainsi réussi à écrire une étude lisible et digne d'être lue qui peut tout autant plaire à des spécialistes qu'à un public intéressé.

Cette réussite résulte de la présentation choisie. Après une première partie chronologique dressant une synthèse de l'état actuel de la recherche sans toutefois jamais dériver en jargon, vient une seconde partie approfondissant les thèmes politiques et sociaux franco-allemands clés. Dans cette partie se trouvent des chapitres portant sur des discussions scientifiques comme par exemple « 1968 et sa place dans l'histoire », « régimes et culture politique », « mutations de la société du travail » ou encore un chapitre on ne peut plus réussi sur « Histoire et



Le défi européen. Histoire franco-allemande de 1963 à nos jours, 2011. Hélène Miard-Delacroix
(Source : Paris, Presses Universitaires du Septentrion)

communs et opposés, engendrés par la diversité des contacts transnationaux franco-allemands. Cette approche permet ainsi de quitter le cadre national (histoire « française » vs. histoire « allemande ») au profit d'autres cadres d'analyse (politique, social, religieux, économique, etc.).

Le résultat est une histoire vraiment franco-allemande. Hélène Miard-Delacroix peut être louée pour son travail car eu égard à la quantité immense de littérature utilisée (en langue française, allemande mais aussi anglaise parfois) et la grande diversité des thèmes traités, la tentative est on ne peut plus réussie. « L'histoire franco-allemande » restera certainement un ouvrage de référence pour des séminaires et dans les écoles pour un bon moment.

Stefan Seidendorf • seidendorf@dfi.de

Mémoire ». L'auteur pratique pour cela l'histoire croisée, un concept développé par Bénédicte Zimmermann et Michael Werner dans le cadre de l'étude des transferts culturels.

Au lieu de se contenter d'une approche comparative (similarités et différences entre les deux pays) ou d'une étude de transferts isolés (d'un pays vers un autre), Hélène Miard-Delacroix se concentre sur le mélange de développements

Colloque pour élus et responsables

Depuis 2007, les fondations Roi Baudouin (Bruxelles) et Robert Bosch (Stuttgart) organisent chaque année, en coopération avec l'Institut Franco-Allemand de Ludwigsburg, un colloque sur les défis de l'intégration au niveau communal.

Ces colloques visent à promouvoir l'échange pratique de connaissances et d'expériences entre élus et responsables locaux de France, de Belgique et d'Allemagne sur des aspects importants de la politique d'immigration.

Le Ve colloque, qui aura lieu les 27 et 28 octobre 2011 à Berlin, traitera le thème suivant : « l'immigration par le regroupement familial : quels défis pour les politiques locales d'intégration ? ».

Par ailleurs viennent de paraître les actes de la conférence de l'année dernière portant sur le rôle de la culture pour la cohésion sociale dans les villes multiethniques. Cette publication, ainsi que les actes des années 2007 à 2009, peuvent être commandés [ici](#)



dfi compact
n° 10
(Source : dfi)

Cycle de conférences : Redécouvrir la cité : comment vivre ensemble ?

Du 20 octobre au 8 novembre 2011, à Stuttgart et à Tübingen, nous vous invitons à un cycle de conférences interdisciplinaires sur le thème de la crise des banlieues françaises. Ce sujet sera abordé sous ses aspects sociologiques, historiques, architecturaux et artistiques, et sera comparé aux zones de tension sociale en Allemagne.

Les termes de « banlieues » et de « cités » sont souvent utilisés comme synonymes pour désigner certains quartiers français, où l'on a construit en masse des logements sociaux entre le début des années cinquante et les années soixante. Différentes conférences permettront d'établir un constat de la situation sociale dans les grands ensembles français et allemands, de revenir sur l'histoire de leur construction et discuter en particulier le problème des politiques d'intégration. Une projection de films sur l'intégration et sur les façons de vivre ensemble en

France et en Allemagne complétera ce programme varié. En ouverture de ce cycle, l'Institut français de Stuttgart accueillera, en coopération avec le dfi, un débat public entre des spécialistes français et allemands sur les processus de ségrégation sociale et spatiale dans les quartiers défavorisés des deux pays.

Entrée libre et gratuite pour l'ensemble des manifestations de cette série. Pour plus d'informations, cliquez [ici](#)



Flyer sur les conférences annuelles
(Source : Institut français Stuttgart)

Dérégulation dans le service public et relations sociales

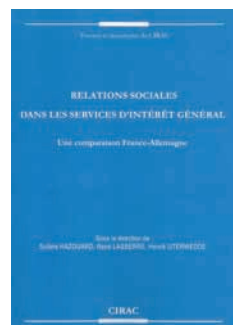
Cet ouvrage collectif, issu d'un programme de formation recherche du CIRAC en coopération avec le dfi, étudie et compare, principalement à travers le cas de la France et de l'Allemagne, mais aussi à partir d'autres exemples européens, les incidences de la politique de dérégulation dans les services publics sur les relations collectives de travail, ainsi que le management social des entreprises dans le secteur.

Au-delà des singularités des expériences nationales qui ont marqué la structuration initiale, puis la transformation des anciens services publics, les 23 contributions dégagent un tableau différencié, dans lequel coexistent des évolutions régressives en termes d'acquis sociaux statutaires, mais également

de nouvelles formes d'organisation des rapports de travail. Les unes et les autres concourent à la modernisation économique et sociale de ce vaste ensemble qui, incluant

des secteurs aussi essentiels que ceux de l'énergie, de la communication et des transports, sont d'une importance vitale pour la compétitivité des économies européennes.

Solène Hazouard / René Lasserre / Henrik Uterwedde (dir.) : Relations sociales dans les services d'intérêt général.



Une comparaison France-Allemagne.
Cergy : CIRAC 2011, 308 pages, 25 €
(Pour s'informer et commander :
<http://www.cirac.u-cergy.fr/travaux.php#sieg>)

Deutsch-Französisches Institut
Asperger Straße 34
D-71634 Ludwigsburg
Tel +49 (0)7141 93 03 0
Fax +49 (0)7141 93 03 50
www.dfi.de
info@dfi.de
Rédaction : Waltraut Kruse
Directeur de la publication :
Prof. Dr. Frank Baasner

Agenda

18 octobre

Présentation du nouveau livre d'Alfred Grosser par l'auteur, Ludwigsburg

19 – 22 octobre

Séminaire pour journalistes français, Stuttgart et Berlin « Les priorités de la politique allemande en 2011 »

20 octobre

Table ronde à l'Institut français, Stuttgart

27 – 28 octobre

V^e Colloque pour élus et responsables au niveau communal en France, Allemagne et Belgique, Berlin, « Le regroupement familial : quels défis pour les politiques locales d'intégration ? »